

Enseignement supérieur et recherche

Le 27 novembre, soyons debout !

Pour arrêter la politique du coup de force permanent dans l'enseignement supérieur et la recherche, pour marquer notre opposition à l'éclatement du CNRS et de tous les organismes, à la mise en place d'une concurrence effrénée à tous les niveaux, au développement de la précarité, nous appelons les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur, ainsi que les étudiants à manifester le 27 novembre partout et sous toutes les formes possibles.

**27 novembre à 8 h au siège du CNRS :
Bloquons le Conseil d'Administration**

**Manifestation à 11 h : « *déménagement* » du
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à l'ANR.**

En région : actions fortes dans des lieux symbolisant le pouvoir

Un préavis de grève est déposé

Nous demandons :

- *l'arrêt du démantèlement du système français de recherche, un moratoire sur toutes les réformes autoritaires en cours* (organismes, modulation, "mastérisation", etc.), *l'abandon du décret sur le statut des enseignants-chercheurs et du projet de contrat doctoral avec salaire « à la carte »*. Le ministère doit prendre l'avis de toutes les instances et ouvrir de vraies négociations avec toutes les organisations représentatives.

- *une réelle augmentation du budget avec un plan pluriannuel de créations d'emplois statutaires, le rétablissement des emplois statutaires et allocations supprimés en 2009*, pour répondre aux besoins de recherche et de formation des étudiants.

Signataires :

FSU (SNESUP, SNCS, SNEP, SNASUB) – CGT (SNTRS, FERC Sup, CGT INRA)
UNSA (Sup-Recherche, SNPTES) – CFDT (SGEN Recherche EPST)
Solidaires (Sud Recherche EPST- Sud Education) – UNEF – SLR – SLU

Les attaques contre l'enseignement supérieur et la recherche :

Les deux faces d'une même médaille

Le rythme s'accélère dans les attaques menées par le gouvernement contre notre système d'enseignement supérieur et de recherche. Guidé par des motivations de nature profondément idéologiques, sans prise en compte des réalités concrètes et des conséquences, le gouvernement démolit pierre après pierre notre système antérieur et menace les conditions mêmes d'exercice de nos activités. Ces dernières semaines, l'Assemblée nationale votait un budget pour 2009 qui prévoit la **suppression de 900 emplois** dans les universités et les organismes de recherche. Quant au budget, en dépit des effets d'annonce, il est en baisse pour la recherche publique et l'enseignement supérieur (une fois l'inflation enlevée).

"La France doit créer un seul institut national pour le financement de la recherche en sciences de la vie et de la santé. Cet institut ne doit pas avoir de responsabilités opérationnelles qui devraient être confiées aux établissements universitaires". Cette phrase du rapport d'évaluation de l'INSERM par l'AERES a été écrite, après un déjeuner à l'Élysée, par un comité entièrement nommé et choisi pour la cause. Il n'y a eu aucune audition de scientifiques du CNRS. Reprise à son compte par F. Fillon, elle confirme que la volonté du gouvernement est de faire éclater les organismes de recherche pour les remplacer par des agences de financement ou de moyens.

Le 27 novembre, au Conseil d'administration du CNRS, la direction propose une réorganisation en instituts du CNRS qui, par son contenu, n'est rien d'autre qu'une étape intermédiaire vers l'explosion finale de l'organisme. Sous une forme ou une autre, tous les organismes sont attaqués : INSERM, INRA, CEMAGREF, etc. Tous les laboratoires seront donc sous la responsabilité des universités qui seront réduites au rôle d'opérateur de recherche. Leurs Unités dépendront toujours plus d'une ANR dirigiste, d'une AERES caporalisée, bientôt d'Instituts nationaux entièrement pilotés par le pouvoir.

Chaque semaine, un nouveau diktat est publié sans même concertation : le choix malthusien et arbitraire des dix campus, les projets de subordination au privé à grande échelle (Plateau de Saclay), l'attaque des statuts des diverses catégories, tout particulièrement celui des enseignants-chercheurs. C'est aussi la "réforme" parachutée et précipitée de la formation des enseignants ("mastérisation"), le ministère demandant de refondre complètement celle-ci en quelques semaines, malgré les protestations qui s'élèvent de toutes parts.

L'objectif est aussi de fonctionner, à budgets décroissants, toujours plus avec des personnels précaires, notamment *via* l'ANR. Plus généralement, toutes les mesures annoncées (mille suppressions de postes en 2009, chaires créées par utilisation de deux emplois pour chacune, plan licence en heures complémentaires, primes pour les chercheurs conditionnées à un service d'enseignement, "modulation", fusion projetée des corps de personnels de bibliothèque, ...) montrent que le gouvernement accompagne la diminution de l'emploi par une compression du temps de recherche avec, de plus, l'objectif d'aller vers l'extinction du statut de chercheur plein temps. Dans ce contexte, la réforme du statut des enseignants-chercheurs mettant en place une modulation du service d'enseignement se traduira par un alourdissement de celui-ci pour un grand nombre d'entre eux, au détriment de l'activité de recherche, alors que le lien enseignement-recherche est constitutif de l'enseignement supérieur.

Ensemble, soyons debout le 27 novembre